

Engagements des partis envers la francophonie

Engagements				
Pallier la pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue				
<i>Continuum d'éducation</i>				
Appui à la transformation de l'Université de Sudbury en institution gérée par et pour les francophones	X	X		X
Appuyer la croissance de toutes les universités de langue française	X	X	X	X
Assurance que les francophones pourront étudier près de la maison.	X			
Assurer le transfert de la programmation de langue française de la Laurentian University vers l'Université de Sudbury	X	X		X
Augmenter considérablement le nombre d'éducatrices et d'éducateurs de langue française en petite enfance.		X		
Embauche de 10 000 nouvelles enseignantes et nouveaux enseignants, comprenant celles et ceux de langue française, pour réduire la taille des salles de classe.		X		
Embauche de 20 000 travailleuses et travailleurs en éducation, comprenant celles et ceux de langue française.	X			
Financer la construction, la réfection ou l'agrandissement d'une centaine d'écoles, incluant des écoles de langue française		X		
Investir 12,5 millions de dollars sur 4 ans pour la mise en œuvre d'une stratégie visant à recruter, former et retenir un plus grand nombre d'enseignantes et d'enseignants francophones.			X	
Investir dans des projets comme La Cité MobiliCité		X		
Investir dans un réseau universitaire postsecondaire de langue française		X		
Création d'un groupe de travail sur la pénurie des enseignantes et des enseignants dans le système scolaire de langue française	X			
Mise en œuvre d'un nouveau programme postsecondaire pour les sages-femmes à Sudbury, afin d'appuyer les sages-femmes et les familles francophones	X			
Réexaminer le processus d'octroi de permis pour les nouvelles écoles, afin de nous assurer que les élèves de partout à travers la province peuvent avoir accès à l'apprentissage en français.	X			
Rétablir les programmes de langue française coupés par la Laurentian University via l'Université de Sudbury	X			
Solidifier la coordination des universités de langue française		X		

<i>Immigration francophone</i>				
Dépôt et adoption du projet de Loi de 2022 pour une plus grande équité envers les travailleurs de l'Ontario formé à l'étranger (reconnaissance des titres professionnels)	X			
Atteinte de la cible de 5 % en immigration francophone dans le(s) programme(s) où la province sélectionne les immigrantes et les immigrants.	X	X	X	X
Conception et mise en oeuvre d'une stratégie d'accès linguistique en consultation avec les communautés concernées dès le premier mandat	X			
Investissement de 15,1 millions de dollars sur 3 ans pour améliorer et élargir le Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI)			X	
Mise en oeuvre d'une campagne de sensibilisation sur l'offre de services linguistiques et le 22 février serait proclamé Journée de l'accès linguistique	X			
Recruter des étudiantes et des étudiants francophones à l'international		X		
<i>Autre</i>				
Promotion de la main-d'oeuvre francophone			X	
Étendre l'accès à des soins de santé et de soins de longue durée en français				
Améliorer l'offre de soutien et de services dans d'autres langues que l'anglais, comme les langues françaises et autochtones				X
Assujettir les bureaux locaux de santé publique à la <i>Loi sur les services en français</i>	X			X
Assurer des services en santé mentale dans toutes les régions désignées	X			
Augmenter le nombre d'employés pouvant parler français dans le système de santé		X		
Augmenter le nombre de gens formés dans les facultés de médecine à l'École de médecine du Nord de l'Ontario et à l'Université d'Ottawa.			X	
Augmenter le nombre de foyers de soins de longue durée gouvernée par et pour les francophones	X			
Consulter la communauté franco-ontarienne pour développer une stratégie contrant les iniquités d'accès à des soins de santé en français		X		
Consulter la population franco-ontarienne, les organismes communautaires et les bureaux de santé publique pour déterminer les mesures nécessaires à prendre pour garantir les services en français dans les bureaux de santé publique locaux		X		
Création de centres de santé communautaire par et pour les francophones	X			
Création d'un nouveau modèle de soins de longue durée dans des petites maisons incluant des maisons francophones dans les quartiers francophones	X			
Création de ressources culturellement adaptées pour les programmes de soins communautaires et de soins à domicile	X			

Encourager les fournisseurs de services et de programmes à réfléchir sur les expériences et les perspectives des populations qu'elles servent, dont les francophones.				X
Intégrer la lentille francophone lors de la planification des services de santé	X			
Intégrer la variable linguistique sur la carte-santé	X			
Mise en place d'une stratégie pour recruter, retenir et appuyer du personnel de santé bilingue	X			
Mise en place d'un groupe de travail mené par des infirmières et des infirmiers pour émettre des recommandations sur la meilleure manière de les recruter et de les retenir. Des fournisseurs de services francophones seront invités à s'y joindre.				X
Plus de soins de longue durée en français dans des institutions gérées par et pour les francophones	X			
Renforcer les obligations liées aux permis des foyers de soins de longue durée afin qu'ils respectent et reconnaissent le langage de ses résidentes et résidents.				X
Travailler avec les bureaux de santé publique locaux afin d'y assurer des services en français de qualité			X	
Agrandir l'espace francophone en Ontario				
Accès équitable aux organismes et entreprises francophones à la transformation numérique du gouvernement		X		
Accorder 5 % du budget publicitaire gouvernemental aux médias franco-ontariens	X			
Accorder le pouvoir au commissaire aux services en français d'évaluer les services gouvernementaux en fonction de la <i>Loi sur les services en français</i>	X			
Affichage et services dans les deux langues officielles au sein des agences gouvernementales et des institutions de la législature	X			
Modifier la <i>Loi sur les services en français</i>	X	X		
Assurer que des interprètes, des traducteurs et des rédacteurs multilingues sont disponibles pour les services financés par le gouvernement.				X
Assujettir l'ensemble de la province à la <i>Loi sur les services en français</i>	X	X		
Augmenter le financement des centres culturels francophones	X			
Création d'un poste de conseillère ou de conseiller aux Affaires francophones au bureau du chef du parti.	X	X	X	X
Consulter la communauté franco-ontarienne si le gouvernement apporte des amendements à la <i>Loi sur les services en français</i>				X
Développer des services en ligne (numériques) en français		X		
Donner le pouvoir au commissariat aux services en français d'amasser des données sur les services en français	X			
Embaucher des conseillères et conseillers comprenant les enjeux francophones dans les cabinets de ministres		X		

Intégrer les organismes francophones dans la coordination des services et dans l'offre active.		X		
Investir 500 000 \$ en économie francophone et bilingue			X	
Investir dans le logement abordable par et pour les francophones		X		
Investir dans le projet d'agrandissement du Mouvement d'implication francophone d'Orléans		X		
Investir dans les arts et la culture francophones		X		
Mise en œuvre immédiate des recommandations du groupe de travail sur la pénurie d'enseignantes et enseignants francophones.		X		
Numériser le processus de désignation sous la <i>Loi sur les services en français</i> des organismes				
Poursuivre le travail découlant de la modernisation de la <i>Loi sur les services en français</i>			X	
Poursuivre la mise en place de la numérisation le processus de demande de désignation sous la <i>Loi sur les services en français</i>			X	
Restauration d'un commissariat aux services en français complètement indépendant	X	X		X
Stimuler la création d'emplois en soutenant le savoir-faire et la croissance des entreprises privées et des organismes sociaux francophones			X	
Appuyer les organismes sans but lucratif				
Augmenter à 3 M \$ le financement annuel provenant du Programme d'appui à la francophonie ontarienne		X		
Chercher d'autres occasions de poursuivre le partenariat du gouvernement avec les OSBL franco-ontariens			X	
Création d'un office dédié aux organismes sans but lucratif	X			
Développer une stratégie d'entreprises sociales "conçue en Ontario" avec les secteurs des coopératives et des organismes sans but lucratif				X
Financement du Programme d'appui à la francophonie ontarienne à la hauteur de 2 M \$ par année au cours des 2 prochaines années			X	
Fournir des outils aux organismes sans but lucratif pour avoir des ressources linguistiques en français				X
Outils davantage les organismes sans but lucratif offrant des services gouvernementaux en français pour qu'ils comprennent leurs obligations face à la <i>Loi sur les services en français</i> .	X			
Renouveler l'Accord de coopération Québec-Ontario			X	

Sources: plateformes électorales des partis, budget 2022-2023 du gouvernement de l'Ontario, débat francophone du 17 mai 2022 et [réponses sur le formulaire remis par l'AFO aux partis politiques](#)